

En Israël, les trois dimensions d'une dérive fascisante

12 juillet 2018



Les dérives autoritaires et fascisantes de l'État d'Israël sont largement sous-estimées par les médias et les responsables politiques européens. Pourtant, elle sont réelles et porteuses de dangers pour tout le Proche-Orient.

Baucoup de lecteurs du Monde auront été surpris de découvrir, sous la plume de l'historien Zeev Sternhell, spécialiste éminent du fascisme, une comparaison entre [l'Israël d'aujourd'hui et l'Allemagne des débuts du nazisme](#). C'est que la plupart des grands médias ont peu couvert l'inquiétante radicalisation de la coalition de droite et d'extrême droite qui dirige Israël depuis 2015.

Ce phénomène comporte trois dimensions principales.

L'État-nation du peuple juif

La première et la principale concerne le [projet colonial](#) en Palestine, qui connaît un tournant historique. Jusqu'ici les autorités israéliennes, y compris Benjamin Nétanyahou depuis son fameux discours de 2009, faisaient mine d'accepter la perspective dite « [des deux États](#) ». Certes elles accéléraient la colonisation — le quotidien israélien Haaretz a donné l'an dernier le chiffre de 700 000 colons juifs, 470 000 en Cisjordanie et 230 000 à Jérusalem-Est —, mais elles maintenaient formellement un flou artistique autour du statut des territoires occupés.

De surenchère en surenchère, stimulés par la prévisible succession de Nétanyahou, les principaux autres chefs de la coalition ont imposé un changement de cap. Ministre de l'éducation et de la diaspora, le chef du parti Foyer juif [Naftali Bennett répète](#) inlassablement : « Le chemin des concessions, le chemin de la division a échoué. Nous devons donner nos vies pour l'annexion de la Cisjordanie. » Et il a déjà joint les actes à la parole, faisant voter une loi en ce sens par le Parlement, le 6 février 2017. Ce texte légalise rétroactivement une série d'« [avant-postes](#) » (ces colonies jusque-là illégales même aux yeux du droit israélien) en autorisant la saisie de terres privées palestiniennes et en ouvrant ainsi la voie à l'extension de la souveraineté israélienne sur la zone C, qui représente plus de 60 % de la Cisjordanie, voire sur toute celle-ci. Cette loi dite de « régularisation », appelée « loi des voleurs » par Benny Begin, le fils de l'ancien premier ministre, reste pour l'instant gelée par la Cour suprême. Mais cette dernière devient elle-même une cible des attaques du gouvernement, qui veut en modifier la composition et en [réduire les prérogatives](#).

Qualifié de « fasciste » par l'ancien premier ministre Ehoud Barak, le Foyer juif, ultranationaliste, revendique l'héritage du Parti national religieux, qui fut toujours, avec le Bloc des croyants (Gouch Emounim), le cœur du mouvement de colonisation. S'il ne compte que huit députés et quatre ministres, il a néanmoins réussi à rallier à sa loi soixante députés, dont la quasi-totalité de ceux du Likoud, alors que le chef de ce dernier, le premier ministre Benjamin Nétanyahou, leur avait instamment demandé de s'y opposer. Il faut dire que fin 2017, même le comité central du Likoud se prononçait pour la [mise en œuvre de l'annexion de la Cisjordanie](#).

Un autre texte prévoit d'annexer cinq blocs de colonies situés à l'est de Jérusalem, empêchant du même coup Jérusalem-Est de devenir la capitale d'un État palestinien. Mais il nécessite encore, selon Nétanyahou, une « préparation diplomatique ». En attendant, le Parlement a adopté, toujours sur proposition de Bennett, un [amendement à la loi de 1980 sur Jérusalem](#). Il élève de 61 députés à 80 (sur 120) la majorité nécessaire pour tout retour de parties de la ville sous souveraineté palestinienne. Et il permet de retrancher des quartiers palestiniens situés à l'extérieur du Mur pour en faire des « entités séparées » dont les habitants ne seraient plus des « résidents ».

« S'il était mis en œuvre, le charcutage des limites de la municipalité y réduirait de près de 120 000 le nombre des Palestiniens et ajouterait 140 000 colons israéliens à la population de la ville, réduisant la part des Palestiniens à 20 % (contre 37 % aujourd'hui) », estime le rapport annuel étouffé des consuls de l'Union européenne à Jérusalem, [selon le journaliste René Backmann](#).

Autrement dit, au-delà de leurs rivalités, les bâtisseurs du « Grand Israël » ont décidé, violant ouvertement cinquante années de résolutions des Nations unies, d'enterrer la solution dite « des deux États » au profit d'un seul : un État d'apartheid, où les Palestiniens annexés ne jouiraient pas des droits politiques, à commencer par le droit de vote. Il est vrai que, selon les démographes, la Palestine historique compte désormais plus ou moins autant d'Arabes que de juifs : environ 6,6 millions...

La nouvelle loi fondamentale en cours d'adoption au Parlement symbolise cette volonté. Celle de 1992 définissait Israël comme un « État juif et démocratique » : le projet voté en première lecture parle d'« État-nation du peuple juif ». Et il précise : « Le droit à exercer l'autodétermination nationale au sein de l'État

d'Israël appartient au seul peuple juif. » De surcroît, il prive l'arabe de son statut de « langue de l'État » réservé à l'hébreu.

Un arsenal liberticide

Les leaders de l'extrême droite font aussi avancer leur cause par des provocations retentissantes. Ministre de la justice, Ayelet Shaked n'a pas hésité, pendant la dernière guerre de Gaza, à poster sur sa page Facebook un texte qualifiant « l'ensemble du peuple palestinien » d' « ennemi d'Israël » et justifiant ainsi « sa destruction, y compris ses vieillards, ses femmes, ses villes et ses villages » (1). De son côté, Naftali Bennett a préconisé de tuer tous les « terroristes » arrêtés plutôt que de les mettre en prison. Et d'expliquer : « J'ai tué beaucoup d'Arabes, aucun problème avec ça ». Quant à [Avigdor Lieberman](#), il affirme que « les Israéliens arabes n'ont pas leur place ici. Ils peuvent prendre leurs baluchons et disparaître », ajoutant : « [Ceux qui sont contre nous méritent de se faire décapiter à la hache](#) ». Il propose même de transporter les prisonniers palestiniens « jusqu'à la mer Morte pour les noyer »...

Mais ces extrémistes le savent : leur fuite en avant pourrait susciter, à terme, des réactions négatives de l'opinion. Si l'absence d'alternative à gauche a poussé les Israéliens toujours plus vers la droite, cette évolution a (encore ?) des limites : selon une enquête d'opinion, la moitié des sondés n'estiment « pas sage » de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et 53 % s'opposent à son annexion (2). Voilà qui explique sans doute la deuxième dimension de la radicalisation de l'actuelle coalition : l'arsenal liberticide qu'elle a fait voter par le Parlement depuis le début de la décennie. Au cas où. En encadré ci-dessous, les morceaux de choix :

- une loi interdit tout appel au « boycott d'une personne en raison de ses liens avec Israël ou des régions sous le contrôle d'Israël » (2011) ;
- une autre prive de subventions d'État les organisations, institutions ou municipalités commémorant la Nakba, l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 1948 (2011) ;
- le même texte instaure des « comités d'admission » pour décider si une ou des personnes venant s'installer dans une localité ou une cité sont « convenables » (2011) ;
- un amendement à la loi fondamentale sur le gouvernement porte à 3,25 % le seuil minimal en dessous duquel une formation politique ne peut pas être représentée au Parlement (2014) ;
- une loi [contraint les ONG](#) à déclarer plusieurs fois par an les subventions en provenance de gouvernements étrangers, si celles-ci représentent plus de la moitié de leur budget (3) (2016) ;
- unique au monde, un texte permet à 90 députés (sur 120) d'en expulser d'autres du Parlement, pour incitation, racisme ou soutien à la lutte armée (2016) ;
- une autre législation accorde des pouvoirs exceptionnels à l'État contre les « organisations terroristes » en Israël, y compris leurs « membres passifs ». Elle autorise le ministre de la défense à confisquer sans jugement les biens des membres de ces organisations (2016) ;
- une loi permet l'emprisonnement à partir de 12 ans de mineurs accusés de plusieurs crimes violents (2016) ;
- une législation autorise Israël à refouler à ses frontières les personnes ou les représentants d'entreprises, de fondations ou d'associations appelant au boycott (2017). Une liste de vingt ONG bannies sera même publiée début 2018 ;
- une autre loi, proposée par Bennett et votée en première lecture, permet au ministre de l'éducation d'interdire à des associations dénonçant l'armée — en l'occurrence Breaking the silence qui mène campagne contre la violence de l'armée israélienne dans les territoires occupés — d'intervenir dans les établissements d'enseignement (2017) ;
- destinée à protéger Benyamin Nétanyahou, une législation interdit à la police d'informer le procureur général de l'existence de motifs d'inculpation dans le cadre d'enquêtes portant sur des personnalités publiques (2017) ;
- une loi autorise le ministre de l'intérieur à révoquer le droit de résidence à Jérusalem de Palestiniens

suspectés de « déloyauté » vis-à-vis de l'État (2018) ;

- quasiment totalitaire, la dernière loi en date permet au premier ministre et au ministre de la défense de déclarer la guerre seuls, sans consulter le cabinet de sécurité ni a fortiori le gouvernement (2018).

Alliance avec l'extrême droite européenne

Qui se ressemble s'assemble : Nétanyahou recrute ses meilleurs amis — c'est la troisième dimension de la radicalisation de sa coalition — parmi les pires populistes européens. Comme Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, liquidateur des libertés hongroises, islamophobe et antisémite. Le chef du Likoud n'a même pas manifesté le moindre état d'âme en apprenant que quelques jours avant leur rencontre de juillet 2017, son hôte s'était livré à une apologie du régent (1920-1944) Miklós Horthy, le Pétain hongrois dont les successeurs aidèrent Adolf Eichmann à déporter et à assassiner 430 000 juifs hongrois. Nétanyahou flirte aussi avec Jaroslaw Kaczyński, pourtant inspirateur d'une loi interdisant d'évoquer les — nombreux — collaborateurs polonais de l'occupant : en 1970 déjà, l'historien Szymon Datner estimait qu'ils avaient tué 200 000 juifs durant la seconde guerre mondiale. Ce texte négationniste, qui déclencha plusieurs manifestations ouvertement antisémites dans le pays, provoqua un tel scandale que Varsovie dut reculer. Mais Yehuda Bauer, le principal historien israélien de la Shoah, a qualifié la déclaration Nétanyahou-Morawiecki de « [trahison stupide, ignorante et amoral de la vérité historique sur l'implication polonaise dans l'Holocauste](#) ».

Avancés pour justifier ces liaisons dangereuses, les prétextes diplomatiques ne sauraient expliquer le rapprochement entre Israël et les partis d'extrême droite ouest-européens. Dès décembre 2010, une trentaine de dirigeants d'extrême droite — dont le Néerlandais Geert Wilders, le Belge Philip Dewinter et le successeur de Jörg Haider, l'Autrichien Heinz-Christian Strache — ont séjourné en Israël, accueillis avec les honneurs dus aux hôtes de marque. À l'époque vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Avigdor Lieberman, qui rêve de débarrasser de ses musulmans un État qu'il veut exclusivement juif, a conversé alors chaleureusement avec Wilders, qui rêve, lui, d'interdire le Coran aux Pays-Bas. Ce dernier s'était même rendu dans une colonie juive de Cisjordanie, où il avait, révélait l'AFP, « plaidé contre la restitution de territoires en échange de la paix avec les Palestiniens, proposant l'installation "volontaire" des Palestiniens en Jordanie ». Pour lui, les colonies constituent des « petits bastions de la liberté, défiant des forces idéologiques qui nient non seulement à Israël, mais à tout l'Occident, le droit de vivre dans la paix, la dignité et la liberté ».

Plus récemment, le Likoud a envoyé un de ses députés, Yehuda Glick, [rencontrer le Freiheitliche Partei Österreichs](#) (FPÖ) fondé par Jörg Haider après son retour au gouvernement autrichien. Il y a fort à parier qu'il contactera aussi la Ligue victorieuse, avec le Mouvement cinq étoiles, aux dernières élections législatives italiennes. Seule reste non grata en Israël la formation de Marine Le Pen, dont le compagnon, Louis Alliot, y a néanmoins séjourné.

Dans cette radicalisation, il y a quelque chose de l'hubris grec, mélange de vertige, d'orgueil et de démesure, contre lequel les Dieux exerçaient leur vengeance. Nétanyahou et ses alliés/rivaux se croient tout permis parce qu'ils estiment détenir une sorte de carré d'as. Premier as, Donald Trump, le président américain le plus pro-israélien de l'histoire, porté notamment par des dizaines de millions d'évangélistes. Après le transfert de son ambassade à Jérusalem, il reconnaîtra sans doute l'annexion du Golan, voire appuiera une aventure israélienne contre Téhéran. Bref, il ne refusera rien à Tel-Aviv. Le deuxième as, c'est Mohamed Ben Salman, le prince héritier saoudien, qui a décidé d'abandonner ouvertement la cause palestinienne pour s'allier avec Washington et Tel-Aviv contre l'Iran. Le troisième as, ce sont Mahmoud Abbas et Yahya Sinouar, les frères ennemis palestiniens incapables de surmonter les divisions entre Fatah et Hamas, fournissant ainsi à Israël un atout maître. Enfin, quatrième as, les guerres de Syrie, d'Irak, du Yémen et de Libye, qui marginalisent la question de Palestine, autrefois centrale.

Faire taire toutes les critiques

Leur fuite en avant, Nétanyahou et ses alliés-rivaux le savent, ne pourra qu'accentuer, à terme, l'isolement international du gouvernement israélien. Déjà, l'État de Palestine est entré à l'Unesco (2011), aux Nations unies (2012) et à la Cour pénale internationale (2015). Et l'Assemblée générale a voté, fin 2017, en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État par 176 voix pour, 7 contre (Canada, États-Unis, Israël, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru et Palaos) et 4 abstentions (Cameroun, Honduras, Togo, Tonga). Dans les enquêtes mondiales d'opinion sur l'image des différents États, Israël arrive depuis une quinzaine d'années dans le peloton de queue, avec la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan.

Voilà pourquoi le gouvernement israélien s'efforce de faire taire les critiques de sa politique. D'où sa volonté de criminaliser la campagne [Boycott-Désinvestissement-Sanctions \(BDS\)](#), qualifiée par Nétanyahou de « menace stratégique majeure » qu'il combat avec une organisation récemment dotée de [72 millions de dollars](#). À cette première opération s'en ajoute depuis deux ans une seconde, visant à interdire l'antisionisme, assimilé à l'antisémitisme. S'appuyant sur une petite phrase d'Emmanuel Macron lors de la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exige, par exemple, une loi en ce sens, à partir d'une « définition » de l'antisémitisme élaborée par un lobby, l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA).

Tout cela pose une question de vocabulaire, évidemment politique. S'agissant de n'importe quel autre pays, une évolution comme celle d'Israël depuis quelques années serait qualifiée de fascisation. Comparaison n'est bien sûr pas raison. Mais comment oublier que, si le courant dont Benyamin Nétanyahou est issu — le sionisme révisionniste de Vladimir Zeev Jabotinsky — ne se réclamait pas du fascisme, Benito Mussolini, lui, se réclamait de Jabotinsky ? « Pour que le sionisme réussisse, confia le Duce en 1935 à David Prato, futur grand rabbin de Rome, il vous faut un État juif, avec un drapeau juif et une langue juive. La personne qui comprend vraiment cela, c'est votre fasciste, Jabotinsky » (4). Hasard ou prémonition ? Ben-Zion Nétanyahou, le père de Benyamin, servit de secrétaire à Jabotinsky. Tel père, tel fils !

Dominique Vidal

(1) Le Parisien, 12 mai 2015. La page Facebook archivée est [ici](#).

(2) Mais seuls 24 % estiment que les Palestiniens devraient, en cas d'annexion, jouir du droit de vote, 30 % envisageant un statut de « résident » : Institut de la démocratie israélienne (IDI), 8 février 2017.

(3) Échappent du coup à cette obligation les associations de droite et d'extrême droite qu'arrosent pourtant des fondations juives américaines extrémistes.

(4) Cité par Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Croom Helm, Londres et Canberra, 1983.

Lire aussi : [Sur le site d'Orient XXI](#)

Visuel : Budapest, 18 juillet 2017. — Le premier ministre hongrois Viktor Orbán reçoit Benyamin Nétanyahou. [putitright.eu](#)

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/En-Israel-les-trois-dimensions-d-une-derive-fascisante>